



EESC Info

European Economic and Social Committee

A bridge between Europe and organised civil society

October 2023 | FR

Available Languages:

ES	BG	CS	DA	EN	DE	ET	FR	EL	GA	HR	IT	LV	LT	HU	MT
NL	PL	PT	FI	RO	SK	SL	SV								

ÉDITORIAL



Éditorial

Ensemble, façonnons l'avenir

Chères lectrices, chers lecteurs,

Dans ce numéro, je souhaite partager avec vous l'engagement profond de notre Comité à être un vecteur de changement et à mobiliser la société civile pour façonner l'avenir de l'Europe.

En tant que vice-président chargé de la communication, je suis aux premières loges pour constater le pouvoir de transformation qui réside au sein de notre institution. Ce pouvoir est ancré dans notre capacité non seulement à identifier les questions essentielles, mais aussi à stimuler l'action collective.

Cette année, le CESE a exploité ce pouvoir pour se concentrer sur deux domaines prégnants: la conservation de l'eau et les prochaines élections européennes.

L'eau, l'essence de la vie sur notre planète, occupe une place centrale à l'agenda de notre Comité en 2023. Le CESE montre la voie en étant la première institution de l'UE à donner la priorité aux questions liées à l'eau, dans le contexte d'une stratégie globale de l'UE pour l'eau qui mette l'accent sur la protection des ressources en eau propre, l'appréciation correcte de l'eau pour le bénéfice de tous, la résolution des conflits potentiels découlant des questions liées à l'eau et la promotion d'une gestion hydrique durable.

Notre initiative du «Pacte bleu» bénéficie du soutien du Parlement européen et des principales parties prenantes dans ce domaine. En septembre, la présidente Ursula von der Leyen a mis en évidence dans son discours sur l'état de l'Union que la résilience en matière d'eau constitue une priorité essentielle pour 2024 et elle a annoncé une nouvelle initiative sur l'eau dans le cadre du pacte vert pour l'Europe. Cela démontre une reconnaissance croissante de l'importance de l'eau et de la

nécessité de prendre des mesures audacieuses pour relever les défis auxquels sont confrontées nos ressources hydriques.

Travaillant de concert avec les parties prenantes et la société civile, nous sommes engagés à faire en sorte que l'eau reste abondante et accessible pour les générations à venir. Notre partenariat avec Ewa Ewart et le film puissant qu'elle a réalisé, «Until the Last Drop», sont issus de notre conviction que la lutte pour sauver l'eau transcende les frontières et qu'elle nécessite une action collective, impliquant à la fois les organisations actives en la matière, les artistes et les individus.

Un autre chantier qui s'ouvre dans un avenir plus immédiat est celui des élections européennes de 2024. Ces élections ne sont pas simplement un exercice démocratique; elles sont l'occasion pour la société civile d'influencer les politiques menées et de façonner l'avenir de notre continent.

À cette fin, la direction de la communication du CESE travaille déjà en étroite collaboration avec les autres institutions de l'UE et en particulier avec la direction générale de la communication du Parlement européen, avec laquelle nous sommes en étroit contact et collaborons régulièrement.

À cette fin, nous préparons le séminaire «Connecter l'UE» qui se tiendra à Bratislava les 23 et 24 novembre sur le thème «Élections européennes 2024: pourquoi voter?», au cours duquel nous explorerons des stratégies visant à mobiliser les organisations de la société civile et à faire en sorte que leurs membres s'expriment en nombre. Nous considérons la mobilisation comme une responsabilité civique partagée et nous sommes déterminés à nous engager activement dans ce processus afin de susciter des changements positifs et de veiller à ce que les voix de la société civile soient entendues et prises en compte.

Dans ce contexte de mobilisation des citoyens européens pour les élections européennes de juin, le séminaire constituera une plate-forme solide pour intensifier nos liens avec toute une gamme d'acteurs de la société civile afin de les inviter à activer leurs réseaux, leurs contacts et leurs membres en vue de cette mobilisation, dans un esprit de culture du dialogue.

Je vous invite à nous rejoindre dans cette entreprise et à nous aider à faire la différence. Ensemble, nous pouvons créer un avenir plus durable et plus équitable pour tous.

Laurențiu PLOSCEANU
, vice-président chargé de la communication

À VOS AGENDAS

Le 26 octobre 2023, à Bruxelles

[Appel à un pacte bleu pour l'Union européenne – Conférence de haut niveau](#)

Les 23 et 24 novembre 2023

Séminaire «Connecter l'UE» – «Les élections européennes de 2024: pourquoi voter?»

Les 13 et 15 décembre 2022, à Bruxelles

Session plénière du CESE



DROIT AU BUT

L'invité de notre rubrique "Droit au but" est **Pierre Jean Coulon**, rapporteur de l'avis intitulé "L'autoconsommation d'énergie individuelle et collective comme élément de la lutte pour la transition écologique et énergétique et pour l'équilibre économique et social". Avec cet avis d'initiative, le Comité économique et social européen contribue au débat stratégique sur les investissements dans les infrastructures énergétiques

destinées à l'autoconsommation individuelle et collective dans le contexte de la transition écologique et énergétique équitable. L'initiative consiste à placer les citoyens au centre de la réflexion sur l'autoconsommation et l'autoproduction d'énergie, si l'on souhaite vraiment qu'elles soient un levier pour la transition écologique et énergétique et l'équilibre économique et social. (mp)



PIERRE JEAN COULON: «DEVENIR UN ACTEUR DE SON ENVIRONNEMENT ÉNERGÉTIQUE»

L'autoconsommation, qu'elle soit individuelle ou collective, constitue à ce jour l'une des rares, peut-être la seule, réponse à plusieurs questions qui se posent en matière d'énergie: le verdissement de la production à partir des énergies renouvelables éolienne, solaire, voire hydraulique; le fléau de la précarité énergétique, qui touche plus de 80 millions d'Européens. Tant le GIEC que l'Agence internationale de l'énergie préconisent régulièrement le déploiement massif de toutes les technologies décarbonées disponibles, notamment les énergies renouvelables. Celles-ci présentent un aspect intrinsèquement local. Elles sont reliées à l'endroit géographique où elles sont implantées et elles peuvent être installées à proximité des lieux de consommation. Ainsi, leur développement entraîne un renouveau de l'autoconsommation électrique, c'est-à-dire la consommation directe d'énergie produite localement.

De fait, depuis quelques années, les législations européennes, mais surtout nationales, particulièrement dans certains pays, soutiennent ce développement de l'autoconsommation, qu'elle soit individuelle, plus particulièrement au travers des panneaux photovoltaïques installés sur les toits des bâtiments, ou collectives, comme les fermes photovoltaïques ou éoliennes installées par des communautés énergétiques, collectivités territoriales, coopératives, etc.

D'ailleurs, dans son avis, le CESE demande que chaque citoyen soit réellement placé au centre de ces réalisations et que tant les pouvoirs publics que les collectivités territoriales favorisent les porteurs de tels projets.

La mutualisation, et le lissage des prix comme facteur de solidarité, permettraient ainsi d'apporter des réponses concrètes à la précarité énergétique engendrée majoritairement par des prix élevés pour de

nombreux foyers. Dans cet esprit, les initiatives à but non lucratif doivent être encouragées.

Afin de favoriser une gestion la plus efficace possible de ces procédés, il convient de généraliser dans toute l'Union européenne l'installation de compteurs intelligents. Cette généralisation doit se faire sans pression ni imposition, avec pédagogie, permettant ainsi une réelle prise en charge par les consommateurs de l'utilisation optimale de leurs données.

Ainsi le citoyen devient véritablement acteur de son environnement énergétique.

«UNE QUESTION À ...»



Une question à...

Dans la rubrique «Une question à...», nous interrogeons les membres du CESE sur les sujets qu'ils traitent dans leur travail quotidien au Comité. Pour cette édition, nous avons demandé à **Maria Nikolopoulou**, membre de la section «Agriculture, développement rural et environnement» et rapporteure de l'avis sur les ODD, pourquoi ce thème devrait être au cœur des travaux de la future Commission européenne. L'avis exploratoire sur le thème «UE et programme 2030: renforcer la mise en œuvre des objectifs de développement durable» a été demandé par la présidence espagnole du Conseil de l'UE.



[Maria Nikolopoulou: «Nous demandons une stratégie globale pour la mise en œuvre des objectifs de développement durable»](#)

CESE info: Pourquoi la mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD) devrait figurer parmi les principales thématiques et activités de la future Commission

Nous vivons un moment critique pour la réalisation des objectifs de développement durable (ODD), étant donné que l'édition 2023 du sommet qui leur est consacré, qui s'est tenue à New York en septembre dernier, vise à marquer le début d'une nouvelle phase d'accélération de la mise en œuvre desdits objectifs grâce à des orientations politiques de haut niveau.

L'absence de mention explicite de leur mise en œuvre dans le discours sur l'état de l'Union prononcé le 13 septembre par la présidente

Ursula von der Leyen montre que les ODD ne sont pas la force motrice du changement des politiques de l'Union. Il existe un certain «simulacre» autour des ODD. Au lieu de les considérer comme une trame de fond qui définit nos actions en faveur d'un changement systémique, nous nous contentons de prendre des décisions fragmentées et d'indiquer comment elles affectent la mise en œuvre d'objectifs spécifiques.

La prochaine Commission européenne devrait prendre au sérieux l'engagement politique en faveur de la mise en œuvre des ODD. La réalisation du programme à l'horizon 2030 nécessite des changements structurels, des solutions innovantes et une collaboration entre les gouvernements, la société civile, les entreprises et les organisations internationales. Nous avons besoin d'un plan de transformation à long terme allant au-delà de 2030. Le CESE et d'autres organisations de la société civile plaident en faveur d'une stratégie globale pour mettre en œuvre les ODD depuis le début. Or, cela nécessite du courage et de l'engagement politiques, non seulement pour canaliser de manière adéquate les ressources financières et humaines disponibles, mais aussi pour restructurer le fonctionnement de l'administration et pour briser les cloisonnements.

Nous subissons des inondations, des sécheresses et des incendies de forêt sans précédent. Nous assistons à l'augmentation des inégalités sociales qui engendrent à leur tour des troubles sociaux et un mécontentement à l'égard des responsables et décideurs politiques actuels. Nous observons que les grands acteurs économiques améliorent leur position sur le marché et que pour les petits opérateurs, il est de plus en plus difficile de survivre. La mise en œuvre des ODD est la seule solution fiable dont nous disposons. Leur réalisation exige une action collective, des solutions innovantes et un engagement renouvelé en faveur de la construction d'un monde meilleur pour les générations actuelles et futures. Nous ne pouvons pas laisser l'incertitude décider de notre avenir!

DEVINEZ QUI EST NOTRE INVITÉ



L'invitée surprise

Dans la rubrique «**L'invité surprise**» de notre lettre d'information, nous avons donné la parole à des personnes extraordinaires du monde de la culture, de la politique, des sciences, des médias et de la vie publique dont les activités, l'engagement et le dévouement sont susceptibles de faire des émules qui créeront, à leur tour, des histoires et des témoignages inoubliables.

Pour cette édition d'octobre, notre invitée est **Ewa Ewart**, une documentariste polonaise qui impressionne son public par son courage, sa curiosité cinématographique et son sens de la responsabilité en tant que journaliste. Elle se rend aux confins de notre planète, dans des lieux que tant d'autres négligent, pour conter l'histoire de personnes qui luttent pour une vie meilleure, que ce soit sur le front de la guerre ou dans la lutte quotidienne pour un environnement propre et une vie décente. Son film «Until the Last Drop» (Jusqu'à la dernière goutte) a

pour thèmes la menace que constitue la destruction des ressources en eau, ainsi que la détermination et le sacrifice de personnes pour qui l'eau est synonyme de vie.

Ce documentaire s'est récemment vu décerner le grand prix du Festival international du film responsable de Deauville et a également remporté le prix spécial du Prince Rainier III lors du festival de Monte-Carlo. Le film sera projeté au CESE dans le cadre d'une série de manifestations consacrées au pacte bleu. (ehp)



Ewa Ewart: «Nous devons unir nos forces pour protéger notre ressource la plus précieuse: une eau douce et salubre, source de vie»

CESE info: Vous êtes une journaliste et cinéaste plusieurs fois récompensée qui traitez souvent de thématiques difficiles, telles que les populations en temps de guerre. Cette fois, votre film aborde la question de l'eau. Quelle en est la raison?

Ewa Ewart: Le film «Until the Last Drop» (Jusqu'à la dernière goutte) raconte l'histoire d'une guerre différente, la plus stupide de toutes. C'est l'histoire de la guerre que l'homme a déclarée à l'eau, source de vie, au nom du progrès. Plus globalement, il s'agit d'une guerre contre la nature. Il y a longtemps, l'homme a décidé que la vie sur terre devait se plier à ses conditions et que l'environnement naturel avait vocation à le servir lui et ses intérêts. Cette conviction nous a conduits à l'état déplorable dans

lequel se trouve aujourd'hui notre planète.

Quelles difficultés avez-vous rencontrées lors de la réalisation de ce film?

J'ai fait mes premières armes en tant que documentariste à la BBC à Londres. Les années 1990 étaient un âge d'or pour la réalisation de documentaires. Il y avait de l'argent, et nous voyagions à travers le monde pour produire des films sur divers sujets fascinants et pertinents. Je travaille aujourd'hui comme free-lance

et je bénéficie de la liberté qu'offre ce statut. Toutefois, lever des fonds en vue d'un projet peut s'avérer une entreprise fastidieuse et chronophage. Je dirais qu'il s'agit là aujourd'hui de ma principale difficulté: trouver les fonds nécessaires à la réalisation d'un film. Par rapport à cela, le reste est un jeu d'enfant! Une fois le budget assuré, tout le reste m'apparaît comme une expérience prometteuse et passionnante. La réalisation d'un documentaire peut réserver son lot d'imprévus, c'est pourquoi je prévois toujours un plan B. Par-dessus tout, je me dis toujours que je ferai un grand film! Le principal défi que j'aie eu à relever pour la réalisation d'«Until the Last Drop» était la météo! La quasi-totalité de nos tournages avaient lieu en extérieur, et nous avons voyagé dans six pays selon un calendrier extrêmement serré. Toute mauvaise surprise (sur le plan météorologique) aurait pu nous coûter de l'argent et perturber gravement notre plan de tournage. Mais nous avons eu de la chance.

Quel rôle peut selon vous jouer l'industrie cinématographique dans la sensibilisation aux questions liées à l'eau et la promotion d'initiatives en la matière?

Les documentaires peuvent jouer un rôle tout à fait capital en matière d'éducation et de sensibilisation. J'ai commencé ma carrière journalistique dans l'actualité télévisée, mais je me suis rendu compte que ma passion résidait dans un format d'information plus long. J'aime les documentaires pour de multiples raisons, mais l'une d'elles est absolument fondamentale: ce format vous offre suffisamment d'espace pour raconter ce qui s'est passé et pour quelles raisons. Vous disposez du temps et de l'espace nécessaires pour développer de manière approfondie la trame d'événements complexes et de questions importantes, et pour en faciliter la compréhension par un public plus large. Lorsque j'ai commencé à travailler sur «Until the Last Drop», je me suis rendu compte qu'un certain nombre de réalisateurs avaient déjà fait des questions liées à l'eau le sujet de leurs films. Ce constat avait quelque chose de rassurant, mais il soulevait aussi pour moi un enjeu intéressant, à savoir trouver une idée inexplorée apportant un regard neuf sur la question. Des films bien conçus sur des questions importantes ont le potentiel non seulement d'éduquer, mais aussi d'inciter les gens à agir. De nombreuses projections de notre film ont déjà eu lieu, et certaines personnes s'adressent à nous par la suite pour nous demander ce qu'ils peuvent faire. C'est extrêmement gratifiant.

Qu'est-ce qui vous a poussée à vous concentrer sur l'eau?

En 2017, j'ai travaillé sur un film traitant de la manière dont l'industrie pétrolière détruisait la forêt tropicale. Nous filmions dans la partie équatorienne de la forêt amazonienne lorsque le chef d'une communauté locale m'a emmenée vers la rivière. Lorsqu'il a passé son gant de latex blanc sur la surface de l'eau, il en est ressorti noir. Une épaisse couche huileuse recouvrait tout le gant. Cette expérience m'a profondément marquée. Je pense que c'est cette rencontre qui a fait germer l'idée d'un documentaire sur l'eau.

Pourquoi les discussions sur l'eau sont-elles absentes du débat public?

Il existe une raison relativement simple: l'eau est encore largement disponible et nous la prenons pour acquise. Certes, l'eau couvre la majeure partie de la surface de notre planète, mais les fleuves et rivières, qui constituent notre principale source d'eau douce et salubre, représentent moins d'un pour cent de l'ensemble des ressources hydriques. Le récit des millions de personnes souffrant de pénuries d'eau n'est principalement rapporté qu'à l'échelon local. D'une manière ou d'une autre, nous avons tendance à croire que les problèmes liés à l'eau touchent les pays lointains et ne nous concernent pas. J'espère que notre film constituera l'électrochoc qui fera prendre conscience qu'une telle croyance est totalement erronée. L'autre raison est que les puissants lobbies à l'origine de la pollution de l'eau et de l'exploitation effrénée des ressources hydriques ont une profonde influence sur les choix politiques.

Heureusement, certains signes encourageants laissent également à penser que nous commençons à prendre conscience de la nécessité de revoir notre mode de gestion des ressources en eau. En mars dernier, les Nations unies ont organisé une conférence sur l'eau, la première en une génération. Il s'agit d'une reconnaissance manifeste du fait que nous restons dramatiquement éloignés de la voie à suivre en matière de gestion des problèmes liés à l'eau et des objectifs en matière d'eau, mettant ainsi en péril notre existence même. Chaque année, nous célébrons la Journée mondiale de l'eau pour nous rappeler que nous

devons nous reprendre en main pour résoudre la crise de l'eau, et puisque cette dernière est un élément autour duquel nous pouvons tous nous réunir en tant qu'humains, il faut que chacun agisse. Espérons que de telles initiatives continueront de prospérer.

Quel est selon vous l'élément le plus important dont nous devons avoir conscience concernant la crise de l'eau?

La crise de l'eau existe; c'est une réalité, et elle ne fait que prendre de l'ampleur. Le fait que le temps nous est compté devrait être intégré dans la conscience collective. Si nous ne modifions pas radicalement notre façon de gérer l'eau, le réveil risque d'être rude. C'est là l'un des messages de notre film. J'espère que ceux qui sont en position de juguler la crise avant qu'il ne soit trop tard tiendront compte de ce message. L'une des personnes apparaissant dans notre film s'interroge: «Notre planète attendra-t-elle que nous nous réveillions?»

Quel message adressez-vous à l'Union européenne et aux États membres? Et qu'en est-il des citoyens, en particulier la jeune génération?

C'est une très vaste question! Tout d'abord, j'aimerais qu'un maximum de gens, au sein de l'UE et des États membres, visionnent «Until the Last Drop». Et ce n'est pas une question d'ego! Je vois l'impact que produit ce film chaque fois qu'il est projeté en public. Je veux croire qu'il incitera les décideurs à aider tous ces militants qui se battent pour des cours d'eau propres et sains. Il est inadmissible que nous autorisions l'Europe à posséder le système fluvial le plus fragmenté de notre planète. Il est honteux que l'Italie, porteuse d'une si riche contribution à la civilisation européenne, abrite le fleuve le plus pollué de notre continent. Le Sarno, autrefois considéré comme un dieu, est par ailleurs le troisième fleuve le plus pollué au monde. Notre quête de progrès et de développement l'a transformé en un corps sans vie à l'odeur fétide.

Y a-t-il un quelconque espoir?

Il y a de l'espoir, et nous en parlons dans notre film. Certains prennent conscience du fait que nous n'avons plus beaucoup de temps avant qu'il ne soit trop tard pour changer notre manière de gérer l'eau. Il s'agit des militants qui font de leur mieux pour remédier aux dommages que l'homme a déjà causés à l'eau. Je place mes espoirs dans ces militants, qui ont une connaissance directe de la gravité des problèmes. Ils sont ceux qui vivent avec les fleuves et rivières, qui en tirent leurs moyens de subsistance et qui sont les premiers affectés par les décisions des responsables politiques. Les décideurs devraient les écouter et en tirer des enseignements. Nous voulons faire de ce documentaire un outil d'apprentissage pour éduquer sur l'eau. Piotr Nieznański, coauteur et présentateur du film, est à l'initiative d'un programme intitulé «CodeForBlue» qui s'adresse aux enseignants et à la jeunesse. Les jeunes d'aujourd'hui sont ceux qui, bientôt, décideront de la manière de gérer les ressources en eau. Le système éducatif actuel ne leur dit par tout sur la crise de l'eau. Nous voulons combler cette lacune. Nous avons commencé à travailler au lancement du programme en Pologne.

Que devons-nous entreprendre dès maintenant pour sauver la planète?

Nous devons tous sortir de notre bulle individuelle et unir nos forces pour protéger et gérer avec sagesse notre ressource la plus précieuse constituant un bien commun, à savoir une eau douce et salubre, source de vie. Un responsable politique de la municipalité régionale de comté de Minganie, dans la province canadienne de Québec, qui a soutenu les démarches entreprises localement pour protéger une rivière et qui apparaît dans notre film, a affirmé: «Les gens veulent s'enrichir, pensant que cela les rendra heureux. L'économie des sociétés occidentales repose sur un tel mode de pensée. Si nous ne modifions pas notre vision du développement aujourd'hui, face aux changements dont nous sommes témoins dans notre région et ailleurs dans le monde, nous périrons tous.»

***Ewa Ewart** est une journaliste et une réalisatrice plusieurs fois récompensée, qui a pour spécialité des documentaires marquants bouleversant notre compréhension du monde. Née et ayant grandi en Pologne, elle a passé la majeure partie de sa carrière à la BBC à Londres. Elle a voyagé et travaillé dans de nombreux pays, produisant et dirigeant des programmes allant des enquêtes aux documentaires d'observation*

politique et sociale. Ses films ont révélé de nouvelles informations sur des questions telles que la corruption dans la Russie de Boris Elstine, les camps de prison secrets en Corée du Nord, la guerre civile en Colombie et le programme secret et illégal de restitution extraordinaire mis en place par la CIA pour les personnes soupçonnées de terrorisme. Ewa Ewart a raconté certaines histoires des plus mémorables dans ses documentaires, comme celui qu'elle a consacré à la tragédie de Beslan, réalisé à l'occasion du premier anniversaire d'un attentat terroriste au cours duquel plus de 170 enfants ont été tués. Dans un deuxième film, elle a mis en lumière le traumatisme dont souffraient toujours de nombreux enfants survivants cinq ans après ces atrocités.

NOUVELLES DU CESE



Le CESE célèbre le succès de l'initiative citoyenne «Fur free Europe» («Pas de fourrure en Europe»)

Le 20 septembre 2023, le CESE a tenu un débat au cours duquel le succès rencontré par l'initiative citoyenne européenne (ICE) «Fur free Europe» («Pas de fourrure en Europe») a été mis en avant. Cette initiative, qui est avant tout un appel retentissant au bannissement de la fourrure sur notre continent, préconise l'interdiction totale de l'élevage d'animaux pour leur fourrure et de la vente de produits en fourrure sur les marchés européens.

L'ICE «Fur free Europe» («Pas de fourrure en Europe») a recueilli le nombre colossal de 1,5 million de signatures auprès des citoyens européens, atteignant les seuils requis dans 18 États membres en à peine une dizaine de mois. Ces chiffres font écho aux conclusions de la conférence sur l'avenir de l'Europe et à la toute dernière enquête spéciale de l'Eurobaromètre, où dans les deux cas, des normes plus exigeantes en matière de bien-être animal ont été énergiquement préconisées.

«L'engagement pris par la Commission européenne de réviser la législation sur le bien-être animal au cours de son mandat actuel marque une occasion cruciale de bannir la fourrure en Europe», a plaidé M^{me} Élise Fleury, organisatrice de l'ICE et animatrice de campagnes pour l'organisation Eurogroup for Animals.

M^{me} Tilly Metz, députée au Parlement européen et présidente de son intergroupe sur le bien-être et la protection des animaux, a partagé cette analyse: «Le prompt succès rencontré par l'ICE "Fur free Europe" est révélateur d'une vive préoccupation des citoyens concernant l'exploitation des animaux et appelle une action résolue de la part de l'Union européenne. Il ne suffira pas, dans le cas présent, de simplement

améliorer les normes en matière de bien-être animal. Il est plus que temps de mettre un terme à cette activité cruelle et inutile.»

Le 12 octobre, l'ICE «Fur free Europe» («Pas de fourrure en Europe» sera présentée lors d'une audition publique organisée au Parlement européen par sa commission de l'agriculture et du développement durable et celle du marché intérieur et de la protection des consommateurs. Le CESE y participera activement afin d'apporter lui aussi son soutien à l'initiative. Un avis du CESE sera prochainement consacré par ailleurs aux nouvelles propositions relatives au bien-être animal et aux conditions de transport des animaux que la Commission européenne doit présenter d'ici la fin 2023.

Le président du CESE, **M. Oliver Röpkke**, a applaudi au succès de cette initiative et déclaré: «Je veux donner un nouvel élan à une participation active du CESE aux ICE et offrir à celles-ci une enceinte démocratique pour influencer la législation européenne. Vous pouvez compter sur le Comité économique et social européen, non seulement pour donner un suivi attentif à l'évolution de ce dossier, mais aussi pour y contribuer activement.»



Le CFP requiert plus de moyens et d'ambition

Le CESE a adopté un avis consacré à la [Révision à mi-parcours du cadre financier pluriannuel 2021-2027](#) qui avait été proposée en juin dernier par la Commission. Le Comité estime que la proposition manque d'ambition pour répondre de manière adéquate aux grands défis que doit affronter l'Europe. Des solutions à court terme s'imposent pour combler les lacunes décelées dans le texte. Le débat autour du prochain cadre financier pluriannuel (CFP) devrait démarrer dans les plus brefs délais.

La proposition de la Commission prévoit l'allocation de 50 milliards d'euros à la facilité pour l'Ukraine, une enveloppe de 15 milliards d'euros destinée à la gestion des migrations et à l'action extérieure, une plateforme d'investissement, dénommée STEP, dotée de 160 milliards d'euros, ainsi qu'un instrument supplémentaire pour faire face à la

hausse des taux d'intérêt. Le CESE a dénoncé le manque d'ambition de la proposition, qui est par ailleurs déconnectée des travaux menés en matière de prospective stratégique. Il a appelé à une plus grande participation de la société civile. **Johannes Hahn**, commissaire européen au budget et à l'administration, a salué l'influence du CESE et souligné la nécessité d'une coopération au niveau de l'Union.

En ce qui concerne la facilité pour l'Ukraine, le CESE s'est dit favorable à l'utilisation des avoirs russes gelés pour reconstruire l'Ukraine et a préconisé un «engagement substantiel et soutenu». Il a insisté sur la nécessité de respecter l'état de droit et d'associer la société civile. Le Comité a fait part de sa déception quant à la dotation minimale allouée à la plateforme STEP, tout comme à l'absence de proposition relative au Fonds européen de souveraineté. Il a plaidé en faveur d'un budget adaptable et à la hauteur des

ambitions politiques. Le CESE continue de réclamer un dispositif de financement plus ambitieux pour soutenir la compétitivité de l'Union. (tk)



Une Europe juste commence à ses frontières

Dans un avis adopté lors de sa session plénière de septembre, le CESE a examiné de plus près la stratégie de gestion européenne intégrée des frontières (GEIF) et a plaidé en faveur d'une stratégie commune, d'une meilleure coordination et d'une protection des droits fondamentaux.

Garantir l'efficacité de la gestion européenne des frontières n'est pas uniquement une question de sécurité. Il s'agit également d'assurer le respect des valeurs sur lesquelles repose l'Union européenne. Le CESE est convaincu qu'un plan clair est nécessaire pour améliorer le processus

aux frontières extérieures.

La GEIF vise à renforcer la coordination entre les agences et instruments de l'UE et les États membres qui ont des responsabilités liées à la gestion des frontières. Il s'agit notamment d'accorder une attention particulière à l'échange d'informations et au développement d'une culture frontalière commune propre à garantir la protection des droits de l'homme.

Tandis que les institutions frontalières nationales jouent un rôle central, le CESE est très préoccupé par l'absence de précisions quant à leurs engagements dans la stratégie. **Cristian Pîrvulescu**, rapporteur de l'avis, et **José Antonio Moreno Diaz**, corapporteur, considèrent qu'il importe d'utiliser le cadre de la GEIF pour demander à chaque État membre d'établir un plan relatif aux droits de l'homme dans le domaine de la gestion des frontières, en complément des activités de Frontex.

Le Comité regrette également que, dans le cadre de la GEIF, la pratique des refoulements ne soit pas suffisamment reconnue et combattue, et demande à la Commission d'élaborer des plans clairs à cet égard et d'enjoindre aux institutions frontalières nationales d'éviter ces pratiques inacceptables. Le respect des droits fondamentaux est une obligation juridique pour toutes les institutions européennes et nationales, et il devrait être traité en conséquence. En aucun cas, la politique étrangère ou la politique de coopération de l'UE ne devraient être subordonnées à la coopération des pays d'origine dans les processus de retour et de réadmission. (gb)



Les lauréats 2023 du CESE pour les prix européens du bio sont originaires d'Irlande, d'Allemagne et d'Autriche

Le 25 septembre, le CESE a proclamé les lauréats des trois catégories des [prix européens du bio](#): meilleure PME transformant des produits alimentaires biologiques, meilleur détaillant de produits alimentaires biologiques et meilleur restaurant biologique.

Pour la deuxième année consécutive, le CESE a organisé cette manifestation conjointement avec la Commission européenne et d'autres partenaires afin de récompenser l'excellence tout au long de la chaîne européenne de valorisation du bio. Les lauréats des différentes catégories ont participé à une [cérémonie spéciale](#) tenue à la Commission européenne et présidée par **Janusz Wojciechowski**, commissaire

européen à l'agriculture.

Oliver Röpke, président du CESE, a déclaré: «Depuis des années, le CESE plaide en faveur d'une politique alimentaire plus durable et plus inclusive dans l'Union. Je suis fier de faire partie de cette grande initiative qui met des denrées alimentaires de qualité à la portée de tous les consommateurs et qui couvre toutes les étapes de la chaîne agroalimentaire. J'aimerais féliciter les lauréats des prix européens du bio de cette année et les remercier de partager leurs projets inspirants avec nous.»

Les lauréats sont:

Meilleure PME transformant des produits alimentaires biologiques: [The Merry Mill](#), Vicarstown, Irlande

The Merry Mill est une exploitation agricole biologique familiale, basée en Irlande, qui produit une série de denrées alimentaires biologiques sans gluten. Elle a pour mission de proposer des produits de haute qualité qui nourrissent le corps et l'âme, qui se veulent durables et incroyablement savoureux et qui, par-dessus tout, n'ont aucune incidence négative sur l'environnement.

Meilleur détaillant de produits alimentaires biologiques: [Gut Wulksfelde \(Bioland\)](#), Tangstedt, Allemagne

L'enseigne Gut Wulksfelde (Bioland) dispose d'une boutique agricole de 600 m² dans laquelle sont vendus les produits issus de son exploitation biologique. Elle compte 450 hectares de terres et cultive plus de 50 variétés de légumes. Elle travaille la viande, produit des œufs et gère une boulangerie dont le pain est vendu dans la boutique.

Meilleur restaurant ou service de restauration biologique: restaurant Luftburg [Kolarik im Prater](#), Vienne, Autriche

Depuis 2021, avec ses 1 200 couverts, Luftburg Kolarik est le plus grand restaurant biologique pleinement certifié au monde. Fondé en 1992, il place la durabilité écologique et sociale au cœur de sa philosophie. (ks)



Politique de cohésion 2.0: vers une Europe plus forte et plus inclusive

À la demande de la présidence espagnole du Conseil de l'Union, le **CESE présente sa vision** de l'avenir de la politique de cohésion, en proposant des recommandations pour une «**politique de cohésion 2.0**» plus adaptable et axée sur le social, capable de relever des défis évolutifs comme la pandémie, le changement climatique et la transformation numérique.

L'engagement inébranlable à respecter le principe suivant lequel «personne ne doit être laissé de côté» est au centre de la politique de cohésion. «Nous demandons que l'esprit de cette politique, malgré ses imperfections, soit préservé», a déclaré **María del Carmen Barrera Chamorro**, rapporteure de l'avis du CESE, qui a ajouté: «Les partenaires de la société civile sont prêts à aligner leurs efforts sur une politique d'investissement de l'UE robuste, qui maintienne ce principe au cœur de

son action. Alors que l'Europe est confrontée à un paysage changeant, ce principe ferme est comme un phare qui balise le chemin vers un avenir plus équitable.» Le corapporteur, **David Sventek**, considère quant à lui qu'«il est essentiel, pour atteindre les objectifs de cohésion, de promouvoir l'interaction entre les politiques horizontales de l'Union et celle de cohésion, afin d'aligner toutes les interventions sur les objectifs fondamentaux de l'Union et d'obtenir des synergies».

Le CESE appelle à rendre la politique de cohésion plus ciblée et plus adaptable, en soulignant l'impact que les inégalités ont sur la croissance et la compétitivité. Il demande instamment de s'attaquer aux disparités entre les États membres, les régions et les villes, en mettant l'accent sur les zones durement touchées. Il est essentiel de prévoir un soutien sur mesure pour divers groupes et d'engager un dialogue avec les partenaires sociaux. Le CESE plaide en faveur d'une politique de cohésion modernisée et souple qui préserve la durabilité des PME et soutienne les technologies stratégiques dans les grandes entreprises. Pour parvenir à une véritable convergence, il faut renforcer la résilience régionale, cibler les besoins de développement et encourager les partenariats en vue d'une Europe plus inclusive et plus adaptable.



Redynamiser la gouvernance économique de l'UE: la clé du succès selon le CESE

Le CESE a présenté une série de recommandations essentielles en réponse au paquet législatif qu'a proposé la Commission en vue de réformer le cadre de gouvernance économique de l'Union européenne. Si le Comité salue la volonté de simplifier le cadre, il préconise des ajustements critiques de la proposition. Ces recommandations interviennent à un moment charnière et font ressortir la nécessité d'appréhender la gouvernance économique de l'Union selon une approche équilibrée, adaptable et durable.

Compte tenu des défis auxquels l'Union est confrontée, tels que la pandémie, la complexité de la situation géopolitique et les objectifs climatiques, **Javier Doz Orrit**, rapporteur du CESE, plaide en faveur de plans budgétaires et structurels plus souples, auxquels seraient associées les institutions démocratiques nationales et la société civile, et suggère

que l'UE devrait disposer d'une capacité budgétaire permanente et d'une gouvernance économique plus approfondie. Si le CESE apprécie certains aspects du paquet législatif, il demande toutefois des ajustements significatifs.

Luca Jahier, corapporteur, préconise instamment l'ouverture rapide des négociations pour parvenir à un cadre économique équilibré et applicable. Les principales propositions consistent notamment à remplacer les règles strictes de réduction du déficit par une approche plus individualisée, à reconsidérer l'application automatique de sanctions et à donner aux gouvernements nationaux voix au chapitre en ce qui concerne les plans budgétaires. Le CESE recommande également de traiter de manière différenciée les investissements relatifs à la transition écologique et à la défense, d'élargir la définition de l'investissement public et de mettre en place une capacité budgétaire de l'Union d'ici à 2026. Il tient par ailleurs à mettre en avant, tout au long du processus, une gouvernance inclusive qui associe les partenaires sociaux, la société civile et les parlements nationaux.



Le CESE met en lumière dans son évaluation les progrès qu'ont accomplis les États membres à mi-parcours de la mise en œuvre de la facilité pour la reprise et la résilience

Le CESE a adopté un **rapport d'évaluation** sur la facilité pour la reprise et la résilience (FRR), un instrument essentiel doté d'un budget de 723,8 milliards d'euros mis sur pied en février 2021 pour aider les États membres à surmonter la pandémie de COVID-19. Ce rapport expose notamment les principales recommandations que formulent des partenaires sociaux et des organisations de la société civile en Allemagne, en Italie, en Lettonie, au Portugal et en Roumanie concernant l'engagement de la société civile pour mettre en œuvre cette facilité.

L'évaluation du CESE met en évidence les problèmes qui se posent quant à l'efficacité de la FRR, faisant état des retards pris dans sa mise en œuvre et des préoccupations touchant à cette dernière sur le long terme du fait de la capacité à absorber les fonds, de la durée limitée de plans et des capacités administratives. Par ailleurs, des exigences excessives entravent l'accès des PME. Alors que les organisations de la société civile s'accordent sur la pertinence des objectifs de la FRR, elles estiment qu'une meilleure coordination s'impose pour en assurer la cohérence avec les stratégies nationales.

«La société civile organisée déplore que la procédure régissant l'élaboration des plans et leur réalisation manque de transparence, elle recommande de lancer un dialogue structuré et transparent et de mettre en place des boucles de rétroaction et elle réclame d'être associée de manière prospective à la démarche, grâce à un comité de suivi actif», fait valoir **Elena Calistru**, rapporteure du CESE.

Le rapport recommande d'améliorer l'accès en temps utile à des informations détaillées sur les plans pour la reprise et la résilience, de rationaliser la mise en œuvre des projets, d'accroître la souplesse des procédures de sélection des projets et d'allocation des financements et de mettre en place à titre obligatoire des mécanismes plus efficaces de suivi et d'évaluation afin de jauger les effets à long terme de la FRR, tout en prévoyant d'y faire participer activement la société civile.



L'Union européenne doit veiller à ce que la société civile soit protégée et non attaquée

Le CESE reproche vivement à l'Union européenne de ne pas apporter un soutien et un financement adéquats aux organisations de la société civile œuvrant dans le domaine des droits fondamentaux, de l'état de droit et de la démocratie.

Au cours d'un débat avec **Gabriella Civico**, présidente de Société civile Europe, qui s'est tenu le 21 septembre pendant sa session plénière, le CESE a mis en évidence la situation critique des organisations de la société civile (OSC) en Europe, lesquelles sont de plus en plus soumises à toute une série de pressions, allant de contraintes financières à des campagnes de dénigrement et à des attaques concertées de la part de divers acteurs qui portent atteinte à leur travail et à leur crédibilité.

Par ailleurs, les OSC qui abordent les questions politiques et sociales les plus difficiles, notamment les organisations de veille et celles qui promeuvent l'égalité et la non-discrimination, tendent à rencontrer les problèmes de financement les plus graves, ce qui entrave lourdement la mission essentielle qu'elles entendent accomplir, à savoir demander des comptes aux personnes au pouvoir et préserver la démocratie en Europe.

Dans son avis intitulé «[Soutien et financement en faveur de la société civile dans le domaine des droits fondamentaux, de l'état de droit et de la démocratie](#)», adopté lors de cette session plénière, le CESE a fait valoir la nécessité de remédier sans plus attendre à cette situation.

À cette fin, le CESE est favorable à la création d'un instrument financier spécifiquement consacré aux OSC qui œuvrent dans le domaine des droits de l'homme et de la démocratie au sein de l'Union. Une plateforme similaire à «Protect Defenders» pour les défenseurs des droits de l'homme qui travaillent dans les États membres de l'UE devrait en outre être mise en place.

Il convient de mettre particulièrement l'accent sur les conditions de travail inadéquates et les maigres revenus des personnes employées dans le secteur de la société civile, qui travaillent souvent sous une forte pression et courent d'énormes risques pour leur santé mentale.

«À un moment où la démocratie est en crise, une très lourde responsabilité incombe aux institutions européennes. Les bonnes intentions ne suffiront pas. Nous avons besoin d'actions concrètes qui contribuent au développement de la société civile européenne, y compris dans les pays candidats», a déclaré **Cristian Pîrvulescu**, rapporteur de l'avis.

Oliver Röpké, président du CESE, a annoncé que celui-ci suivrait désormais aussi les évolutions qui concernent la société civile dans les pays qui espèrent adhérer à l'Union, conformément à la récente décision du Comité d'associer à ses travaux des membres de pays candidats à l'élargissement. Le Comité prévoit, à cette fin, d'étendre aux pays candidats à l'adhésion à l'UE le mandat de son groupe «Droits fondamentaux et état de droit» (DFED), lequel a mené depuis 2018 de nombreuses missions dans les États membres afin d'y contrôler la situation des OSC.

«Nous ne pouvons laisser le respect des droits fondamentaux, de l'état de droit et de la démocratie s'arrêter aux frontières de l'Union!», a déclaré **M. Röpke**. (II)



Révision des directives de l'UE sur les produits alimentaires: protéger les consommateurs et promouvoir la transparence

Le CESE souligne le rôle central de la promotion de régimes alimentaires sains et durables afin d'améliorer la santé des personnes, de préserver les écosystèmes, de renforcer la société dans son ensemble et de soutenir les communautés rurales.

Pour atteindre ces objectifs, il convient d'adopter une approche multiforme, consistant notamment à accroître la disponibilité de produits durables, à informer la population sur les régimes alimentaires plus sains, à encourager la reformulation des produits et à étendre à de nouvelles denrées l'étiquetage obligatoire de l'origine. Il importe de tenir compte de ces changements pour répondre aux préoccupations actuelles de la société et aux demandes des consommateurs, tout en préservant la

compétitivité et de bonnes conditions de travail dans le secteur agroalimentaire.

«L'avis soutient la proposition de la Commission, qui exige un étiquetage mentionnant les pays d'origine pour les mélanges de miel, mais il va plus loin en demandant une indication du pourcentage respectif de chaque origine, à partir d'une méthode analytique fiable. En même temps, le "miel frelaté" est facilement détectable; il s'agit de la mesure la plus urgente à prendre pour protéger les apiculteurs de l'Union, et elle pourrait et devrait être mise en œuvre immédiatement», a déclaré **Kerli Ats**, la rapporteure de l'avis du CESE sur ce thème.

Les apiculteurs européens et les parties prenantes de la chaîne d'approvisionnement du miel sont confrontés à des défis considérables concernant la transparence de l'origine des mélanges de miel. Ces problèmes ont une incidence considérable sur leurs revenus et sur la situation générale du marché en Europe. Les efforts actuellement déployés pour lutter contre la fraude et la concurrence déloyale restent insuffisants. Si le CESE accueille favorablement la proposition de révision de la directive relative au miel, qui introduit une indication obligatoire de l'origine, il exprime néanmoins des réserves quant à son manque d'ambition concernant la mise en œuvre de mesures supplémentaires visant à lutter efficacement contre la fraude.

Le CESE demande instamment l'adoption de mesures plus ambitieuses visant à protéger les producteurs européens de miel, à faire appliquer des normes de commercialisation strictes, à réaliser systématiquement des tests et des contrôles de traçabilité du miel importé dans l'Union, et à exiger un étiquetage mentionnant les pays d'origine pour les mélanges de miel, qui devrait détailler le pourcentage respectif de chaque

origine, présenté par ordre décroissant.

Il est essentiel de surmonter les difficultés liées à la quantification de la part en pourcentage de chaque origine dans les mélanges de miel. Le CESE insiste sur la nécessité de trouver rapidement une méthode analytique accessible pour garantir la fiabilité de l'étiquetage obligatoire de l'origine, afin de protéger les consommateurs contre la fraude.

Il convient aussi de s'employer à mettre au point un système de traçabilité dans lequel tout miel commercialisé, qu'il soit produit ou importé dans l'Union, se voit attribuer un code d'identification unique. Ce système permettrait de remonter jusqu'à l'apiculteur responsable de la récolte. Toutefois, il est impératif de veiller à ce que ces mesures n'imposent pas des coûts excessifs aux entreprises, en particulier les petites et moyennes entreprises. (ks)



L'Union européenne a besoin d'un multilatéralisme plus efficace pour faire face aux risques en matière de sûreté maritime, affirme le CESE

Le CESE appelle de ses vœux davantage d'actions communes dans le cadre de la stratégie de sûreté maritime de l'UE, qui vise à préserver la souveraineté, la sécurité et la compétitivité de l'Union. Le Comité soutient la coopération UE-OTAN en matière de sûreté maritime et souligne l'importance d'un dialogue ferme avec les partenaires internationaux pour lutter collectivement contre le trafic d'êtres humains et la traite des êtres humains.

À l'occasion de sa session plénière de septembre, le CESE a adopté un [avis](#) sur la communication conjointe de la Commission relative à la stratégie de sûreté maritime de l'UE et à son plan d'action, dans lequel il souligne l'importance du multilatéralisme en tant que politique essentielle pour l'action extérieure de l'UE dans le domaine de la sûreté maritime.

Le CESE se dit convaincu qu'il convient de renforcer encore la coopération entre l'UE et l'OTAN afin d'assurer une coordination plus efficace dans différents domaines d'intérêt commun, y compris les infrastructures critiques.

Anastasis Yiapanis, membre du CESE et rapporteur de l'avis, a déclaré: «La stratégie de sûreté maritime est alignée sur la boussole stratégique de l'UE. Il convient de donner la priorité au secteur maritime et de le considérer au sens large, en particulier dans le contexte des menaces hybrides croissantes.»

De plus, le CESE invite l'UE à intensifier son dialogue avec ses partenaires internationaux afin d'aborder collectivement des préoccupations communes, telles que le trafic d'êtres humains ou la traite des êtres humains.

Mateusz Szymański, membre du CESE et corapporteur de l'avis, a quant à lui précisé que «la sécurité des équipages devrait être une priorité pour l'UE».

Malheureusement, la proposition de stratégie maritime de l'UE ne fait pas mention du rôle de la société civile. Le CESE souligne qu'une collaboration continue et des discussions constructives avec la société civile de l'Union sont nécessaires afin de garantir le soutien du public en faveur de la proposition de la Commission et des futures actions. (at)



Discover what
the EESC
can do for you

2023 Edition



Mise à jour: Découvrez ce que le CESE fait pour vous

Nous venons de publier une édition actualisée de l'une de nos brochures les plus populaires sur le CESE! Comme vous le savez, nous ne ressemblons pas aux autres organes de l'UE. Nous sommes un forum de consultation, de dialogue et de consensus unique en son genre, qui réunit des représentants de différentes composantes de la société civile organisée.

Nos organisations membres agissent en tant qu'intermédiaires entre les responsables politiques et le public. Elles permettent aux citoyens d'induire des changements ou de soutenir des causes qui leur tiennent à cœur.

En lisant ces douze pages, vous pourrez en apprendre davantage sur nous, notre rôle et notre vision, nos membres et la manière dont nous travaillons, ainsi que sur certaines de nos réussites. Vous en saurez également plus sur la nouvelle présidence du CESE, qui débuté cette année.

Cette brochure est par ailleurs disponible dans les 24 langues officielles de l'Union européenne.

Téléchargez votre exemplaire ici:

<https://www.eesc.europa.eu/fr/our-work/publications-other-work/publications/decouvrez-ce-que-le-cese-fait-pour-vous-edition-2023>

(cw)

NOUVELLES DES GROUPES



Les entreprises demandent des mesures urgentes pour rétablir leur compétitivité

Par Stefano Mallia, président du groupe des employeurs

À mesure que retombe l'agitation autour du dernier discours sur l'état de l'Union d'Ursula von der Leyen, présidente de la Commission, les employeurs sont ravis de voir que la compétitivité est de nouveau à l'ordre du jour après des années de négligence.

Mario Draghi a été chargé de préparer un rapport sur l'avenir de la compétitivité européenne, ce qui est une bonne nouvelle s'agissant de faciliter les activités des entreprises en Europe et de retrouver un avantage concurrentiel. La part de l'Europe dans l'économie mondiale diminue depuis plusieurs années et pourrait passer sous la barre des 10 % d'ici 2050.

À titre d'exemples: l'Europe possède quelques-uns des distributeurs les plus productifs, mais ne dispose pas d'une plateforme de distribution en ligne pour faire le poids face aux géants américains et chinois. Elle est également forte en matière de logiciels, mais ne tire pas parti de sa position pour établir une activité commerciale interentreprises de premier plan au niveau mondial dans ce domaine.

En réalité, par rapport à nos concurrents, les entreprises de l'UE sont confrontées à d'importants obstacles administratifs qui entravent leur capacité d'investir et d'opérer efficacement la double transition écologique et numérique.

De nombreuses initiatives mentionnées par M^{me} von der Leyen touchent des sujets qui sont au cœur de nos travaux, comme la réalisation d'un contrôle de la compétitivité, la procédure accélérée d'autorisation dans le domaine de l'énergie éolienne, les dialogues sectoriels en vue de soutenir les modèles d'entreprise pour la transition, le sommet des partenaires sociaux à Val Duchesse et, enfin et surtout, le rapport de M. Draghi sur la compétitivité, qui doit également intégrer un examen du marché unique, totalement absent du discours de M^{me} von der Leyen.

Mais si l'on considère que cette législature va entrer en campagne au début de l'année 2024 pour les élections européennes, permettez-moi d'être un peu pessimiste, malgré le ton positif de ce discours historique. Le temps est compté. Pour regagner notre compétitivité, nous avons besoin d'une volonté politique, dès maintenant. Il est urgent de combler le fossé entre les mots et la réalité. Le temps ne joue pas en notre faveur.

Le groupe des employeurs tiendra une réunion extraordinaire à Valence à la fin du mois de novembre pour discuter des défis et des possibilités à venir.



Pourquoi est-il essentiel que votre conducteur de bus soit bien reposé (outre la raison la plus évidente)?

Par le groupe des travailleurs du CESE

La Commission européenne s'attelle actuellement à la révision des règles relatives aux durées minimales des pauses et des temps de repos dans le secteur du transport occasionnel de voyageurs.

Étant donné que nous sommes, pour la plupart, soucieux d'atteindre notre destination sains et saufs, il semble naturel de s'assurer d'avoir un conducteur bien reposé au volant du bus dans lequel nous nous trouvons. Or, ce n'est pas toujours le cas. Bien qu'elle relève de ce que l'on appelle le «transport occasionnel», cette profession n'est souvent ni saisonnière ni occasionnelle, mais bien à plein temps. Les modifications proposées

autoriseront les conducteurs du secteur du transport non international de voyageurs à travailler pendant 12 jours consécutifs sans temps de repos, comme c'est déjà le cas dans le secteur du transport international, qui connaît lui aussi un manque chronique de personnel.

Cette approche souple des temps de repos, soi-disant conçue pour remédier aux pénuries de conducteurs, pourrait non seulement nuire à la sécurité routière, sachant que l'augmentation du stress représente un risque majeur pour les conducteurs de ce secteur, âgés pour la plupart de 50 ans ou plus, mais il est aussi très probable qu'elle ne fasse qu'aggraver le problème qu'elle entend justement résoudre. Une détérioration des conditions de travail aura très certainement pour conséquence de rendre la profession moins attrayante, dans la mesure où les conducteurs occupant ces postes remplissent également d'autres tâches liées à la gestion des groupes de voyageurs.

Peut-être devrions-nous, pour avoir une chance d'attirer davantage de conducteurs, envisager d'améliorer leurs conditions de travail, d'apporter un soutien en matière de permis et d'autorisations aux candidats désireux de travailler dans ce secteur et de prévoir des infrastructures sûres, notamment des aires de repos adaptées.



[La conférence sur la souveraineté alimentaire de l'Union européenne souligne le rôle essentiel de l'agriculture, de la pêche et des consommateurs, et appelle de ses vœux une politique alimentaire inclusive et durable assortie d'une vision à long terme.](#)

Par le groupe des organisations de la société civile du CESE

Des prix équitables, tant pour les agriculteurs que pour les consommateurs, ainsi qu'une information exacte et transparente sont essentiels si l'on veut que le secteur primaire et les consommateurs jouent le rôle important qui leur incombe pour garantir l'autonomie stratégique de la production alimentaire européenne. Cette souveraineté doit être conforme à la stratégie

«De la ferme à la table» du pacte vert pour l'Europe, qui nécessite que l'on adapte les politiques alimentaires actuelles.

Telles sont les principales conclusions de la conférence intitulée [Souveraineté alimentaire de l'Union européenne: le rôle essentiel de l'agriculture, de la pêche et des consommateurs](#), organisée le 26 septembre 2023 dans la «Cidade da cultura» (cité culturelle) de Galice, à Saint-Jacques-de-Compostelle, par le groupe des organisations de la société civile du CESE, en présence du ministre des affaires rurales et du ministre de la mer du gouvernement régional de Galice.

Séamus Boland, président du groupe des organisations de la société civile, a indiqué qu'une chaîne alimentaire équitable, saine, résiliente et durable comporte des avantages pour l'ensemble des Européens, y compris les producteurs, distributeurs et consommateurs. Toutefois, les crises mondiales récentes ont démontré qu'une souveraineté alimentaire européenne assortie de normes de sécurité mondiales très élevées était indispensable. En outre, M. Boland a souligné l'importance de la collaboration: «L'avenir du secteur alimentaire dépendra d'une coopération transversale entre les acteurs, les secteurs et les domaines d'action, dans le but d'aborder les multiples difficultés de manière efficace pour y remédier. Nous devrions avoir pour objectif de mener des politiques alimentaires inclusives, et de développer une vision à long terme en faveur du secteur de la pêche de l'UE». Selon lui, ce sont les décisions des individus, des populations et de la société civile organisée qui détermineront la souveraineté alimentaire de l'Europe.

José González Vázquez, ministre des affaires rurales, a estimé (...)

[Lire ici](#) pour en savoir plus au sujet des propositions spécifiques avancées par les participants à la conférence, ainsi qu'au sujet de l'exposition photographique intitulée [Mariscadoras](#), réalisée par l'artiste galicien [Adrián Baúlde](#) et organisée par le groupe des organisations de la société civile, en collaboration avec la cité culturelle de Galice, dans le cadre de cette conférence. L'exposition rend hommage aux ramasseurs de coquillages et au rôle qu'ils jouent au sein du système alimentaire local. Elle complète et soutient les travaux du Comité sur des systèmes alimentaires européens résilients et durables.

SOON IN THE EESC/CULTURAL EVENTS



«Connecter l'UE» 2023: parlons des élections

La manifestation phare du CESE en matière de communication qui réunit des professionnels du secteur issus d'organisations de la société civile, se tiendra à Bratislava les 23 et 24 novembre prochains. Avec en ligne de mire l'année 2024, qui pourrait, selon certains, être qualifiée de «Coupe du monde des élections», compte tenu du nombre d'élections qui auront lieu partout dans le monde cette année, «Connecter l'UE» se concentrera sur l'élection du nouveau Parlement européen.

Le séminaire intitulé «**Les élections européennes de 2024: pourquoi voter?**» vise à donner une impulsion aux organisations de la société civile pour les aider à promouvoir l'importance des élections européennes et faire en sorte d'atteindre un taux de participation élevé, dans un

contexte marqué par un recul démocratique dans plusieurs États membres, ainsi que par une perte de confiance dans les institutions démocratiques qui touche tous les pays.

Le séminaire abordera en particulier trois thèmes, qui pourraient bien dominer les débats dans les mois à venir:

- la désinformation et son impact sur les élections de 2024: dans la course aux sièges au Parlement européen, on peut être certain que les fausses informations et les récits mensongers vont se multiplier au fil de la campagne électorale. Maintenant que l'IA est devenue la nouvelle frontière de la désinformation, sera-t-il plus difficile de lutter? Les nouvelles règles européennes en matière de désinformation peuvent-elles contribuer à empêcher les armées des trolls de propager des mensonges sur les médias sociaux? Peuvent-elles contribuer à réduire l'ingérence étrangère dans les élections? Que peut-on faire pour lutter contre le fléau de la désinformation qui se profile à l'horizon?
- Mobiliser la société civile dans le contexte des élections: qu'est-ce qui marche et qu'est-ce qui ne marche pas? Alors que la démocratie semble à la peine partout en Europe, la société civile est-elle prête à s'engager pour faire comprendre aux Européens l'importance des élections européennes et pour convaincre ces derniers de se rendre massivement aux urnes? Dans ce nouveau paysage de communication où les médias traditionnels semblent perdre la main, la bataille pour le cœur et l'esprit des électeurs et des électrices sera-t-elle gagnée sur les réseaux sociaux ou plutôt en personne, lors de rassemblements publics? Quelles sont les choses à faire et ne pas faire en matière de communication avec les électeurs potentiels — nous tâcherons de le comprendre en examinant les récentes élections.
- Les élections et les jeunes: comment les jeunes peuvent-ils être convaincus de l'importance de leur vote? Comment faire en sorte qu'ils viennent voter en masse? Des sondages récents montrent que plus de la moitié des Européens de moins de 25 ans se sentent abandonnés par la politique «traditionnelle» et par l'Union européenne: qu'est-ce qui pourrait changer leur perception?

Ce séminaire fait partie de la série «Connecter l'UE», qui offre chaque année une plateforme où les professionnels de la presse et de la communication des organisations de la société civile peuvent mettre en réseau et discuter de questions d'actualité d'intérêt commun qui touchent l'Europe. «Connecter l'UE» réunit des membres du CESE et d'autres représentants de l'UE, des organisations partenaires des États membres,

des journalistes et des chercheurs pour débattre des grandes questions du moment.
Le programme complet accompagné de la liste des intervenants et des intervenantes sera disponible prochainement sur le site internet du CESE. Pour plus d'informations, envoyez vos messages à:
pressofficers@eesc.europa.eu.

Rédaction

Ewa Haczyk-Plumley (editor-in-chief)
Daniela Marangoni (dm)
Laura Lui (ll)

Contributeurs à la présente édition

Christian Weger (cw)
Daniela Marangoni (dm)
Daniela Vincenti (dv)
Ewa Haczyk-Plumley (ehp)
Giorgia Battiato (gb)
Jasmin Kloetzing (jk)
Katerina Serifi (ks)
Katharina Radler (kr)
Laura Lui (ll)
Marco Pezzani (mp)
Margarita Gavanis (mg)
Margarida Reis (mr)
Millie Tsoumani (mt)
Pablo Ribera Paya (prp)
Thomas Kersten (tk)

Coordination

Agata Berdys (ab)
Giorgia Battiato (gb)

Technical support
Bernhard Knoblach (bk)
Joris Vanderlinden (jv)

Adresse

Comité économique et social européen
Jacques Delors Building,
99 Rue Belliard,
B-1040 Brussels, Belgium
Tél. +32 25469476
Adresse électronique: eescinfo@eesc.europa.eu

CESE info est publié neuf fois par an lors des sessions plénières du Comité. Il est disponible en 23 langues.
CESE info ne peut être considéré comme le compte rendu officiel des travaux du CESE, pour lesquels il convient de se référer au Journal officiel de l'Union européenne ou à d'autres publications du Comité.
La reproduction est autorisée à condition de mentionner la source (CESE info) et d'envoyer un lien au rédacteur en chef.

10/2023